

Introduction à la journée du 18 décembre 2021

Gilles ROUBY

En lançant son [enquête « d'un quinquennat à l'autre »](#) le CAC affiche sa volonté de ne pas s'inscrire dans une démarche de catalogue, mais plutôt dans une démarche réflexive sur ce que nous, associations citoyennes et citoyens engagés, avons à dire d'un point de vue politique.

Les actes d'un gouvernement en disent long sur sa conception politique de la société. Et c'est ce travail d'analyse des politiques publiques mises en place durant ce quinquennat qui nous permet de mettre à jour les concepts et théories qui déterminent leurs actes. Nous ne décrétons pas que ce gouvernement met en œuvre de façon systémique une politique néolibérale, nous cherchons à l'établir, ou le vérifier, à partir de faits. Ce faisant, si nous en percevons les nuances, les avancées sociétales ou les résistances, nous établissons une permanence de l'action publique autour de quelques points clés, que chacun, chacune, peut décliner dans son propre champ d'action.

- Les inégalités explosent et les associations sont assignées à en limiter les effets.
- L'émancipation des femmes et des hommes n'est plus un objectif de société, quand il s'agit de contraindre les pensées vers plus d'acceptation de politiques conservatrices.
- Le dogme du marché « tout puissant » s'impose dans une économie libérale, rejetant à la marge les économies de la coopération, de l'échange, et d'un commerce responsable.
- La redistribution des richesses produites ne s'opèrent plus quand ces richesses sont captées par à peine 1 % de la population, 1 % de personnes à l'avidité sans fin.
- Les politiques sociales, culturelles, éducatives, environnementales sont contraintes par ce dogme néolibéral, dans l'ensemble des grandes puissances financières.
- Les politiques de solidarité et de développement personnel, les politiques familiales, ne sont plus au cœur du système politique.
- A une politique du travail s'est substituée une politique de l'emploi et de l'employabilité.
- ...

A moins que ce ne soit l'inverse. C'est la conception théorique d'une société néolibérale à laquelle les dirigeants politiques se sont formés par leurs études, leurs modes de vie et leurs parcours individuels, qui déterminent les actes, les lois, les réformes, les décrets par lesquels on peut la percevoir.

C'est ce à quoi s'attache ce travail d'enquête : faire émerger, par différents de points de vue, les traits significatifs des politiques mises en place sous ce quinquennat, politiques qui conditionnent et restreignent les actions de solidarité, d'éducation et d'émancipation. C'est pourtant ce travail que mènent les associations citoyennes pour une société solidaire, démocratique et écologique, prenant en compte les droits des personnes comme leurs conditions de vie.

Introduction aux ateliers de la plénière

Nous arrivons à notre première étape de notre enquête « d'un quinquennat à l'autre ». L'objectif de cette journée – étape – est d'établir un premier retour sur ce qui semble essentiel, et le rédiger en appui à une seconde vague de réponses, qui viendra en écho aux premiers constats. Il s'agit ainsi d'affirmer la démarche du CAC, penser et agir en collectif. Il s'agit aussi d'affirmer la dimension politique de notre collectif, constituer une force capable de proposer, d'agir et de mobiliser.

Le premier constat établi à partir de la lecture des 50 premières contributions est une confirmation de ce qu'on pense en interne. Les sujets de travail du CAC sont confortés par vos retours. Rien d'étonnant puisqu'on fonctionne un peu en interne, et que nous nous adressons à notre public, celui des associations citoyennes.

A quoi sert donc cette enquête ? Déjà pour confirmer de votre point de vue le travail d'interpellation du CAC. Ensuite pour y apporter des nuances, et essayer de percevoir sur quoi se fondent vos réponses, la partie immergée de l'iceberg, celle qui nous préoccupe, celle qui permet de construire ensemble et d'interpeller le champ politique.

Jean-Baptiste traitera en parallèle, la question des perspectives qui ressortent de ces premières réponses. Pour ma part je traiterai du bilan de ce quinquennat tel qu'il ressort de vos réponses.

Analyse des réponses questions 1 et 2 de l'enquête : le Bilan d'un quinquennat... et de ceux précédents !

S'agissant du bilan 5 remarques.

1/ les contributions sont généralement liées aux questions de société, les conditions de vie, la misère, le travail, la santé... Vous nous parlez exploitation, précarité,

15% des français vivant en 2020 sous le seuil de pauvreté)

2 tentatives de suicides de mes collègues au boulot et en 2 ans

Enrichissement des plus riches, des ultras riches,

Retraites, travail, social, lois travail... passage en force sans concertation

Vous nous parlez essentiellement de « reculs ». Vous ne vous situez pas dans l'action pour l'action, mais l'action pour répondre aux maux de la société ; y répondre par vos actions, mais avec une aspiration plus large de s'attaquer aux causes.

Substitution aux carences de l'État

Vous vous situez, et vous le revendiquez, dans une proximité avec les personnes dans votre champ professionnel. Et c'est le premier constat fort de ce quinquennat. Vous n'êtes plus en mesure d'effectuer correctement votre travail. Vous nous parlez :

Paupérisation de la profession : augmentation des contrats courts et/ou de temps partiels

Droit social : modification de la convention collective de l'animation qui traduit une logique mercantile

Une dévalorisation immense des métiers de l'animation devenu une armée d'esclaves modernes

Les professionnels du secteur vivent bien souvent dans des conditions de plus en plus similaires à celles des personnes auprès de qui ils interviennent.

2/ le travail associatif devient impossible à réaliser DU FAIT des politiques d'état. Une complexification, une dénaturalisation, une perte de sens...

Bureaucratization de la procédure d'appel d'offre dans le cadre de marché public

Contraintes administratives de plus en plus lourdes

Montée en charge continue des instructions de dossiers à tout niveau

Le "cœur" de nos activités n'est plus pris en compte, on ne parle que d'évaluations, de rentabilité, de chiffres....

Vocabulaire vide de sens a fait son apparition début 2000

Obligations de plus en plus lourdes et chronophages et répétitives de justifier les subventions

C'est ce que nous nommons le managérialisme. Et ce n'est pas nouveau.

La situation en 2021 est le résultat pitoyable de ce qui se tramait depuis la fin des années 90 (voir fin 70) et non pas depuis 2017! L'évolution? Les yeux s'ouvrent, les pieds au bord du gouffre de la servitude!

La technocratisation alimente la professionnalisation des associations mais aussi de tous les partenaires : collectivités locales ou territoriales.

Mais aussi Marchandisation. Vous nous en donnez de nombreux exemples.

Multiplication des entreprises de soutien scolaire

La politique de Macron refuse de soutenir les initiatives citoyennes au profit des logiques entrepreneuriales

La marchandisation et la prise en compte croissante de logique lucrative dans un secteur pourtant, théoriquement, non lucratif

Notre secteur d'activité (réemploi/réutilisation des déchets) se fait toujours plus "grignoter" par le secteur marchand qui surfe sur la vague du Greenwashing

Et vous êtes plusieurs à nommer dans cette politique les pratiques du Groupe SOS

Le Groupe SOS qui repère les petites associations militantes et les font entrer dans leur Groupe, cassant ainsi la dynamique associative

Mais vous en nommez aussi les causes politiques.

Libéralisme décomplexé, système néo libéral dévastateur et autoritaire

Logiques de fond à impact social favorise la financiarisation des associations et pousse les associations vers des logiques de gestion et de management des entreprises.

Glissement progressif vers le champ concurrentiel

Baratin sur "la philanthropie à la française", du pari et de l'argent mis sur les "contrats à impact social"

Suppression quasi immédiate de l'ISF, le choix de servir la rapacité des ultras riches, est vite devenu évident.

3/ Cette logique politique à l'œuvre a des conséquences directes sur les associations et le travail associatif. Les questions de financement et d'emploi sont très intimement liées.

Les budgets de fonctionnement ont baissés drastiquement, des salariés remplacés par des services civiques...

Augmentation des appels à projets et la diminution des subventions de fonctionnement.

Perte de vitesse pour beaucoup de petite association et très grande difficultés à faire reconnaître le travail de terrain

Faire vite et mal, partiellement, avec des budgets déséquilibrés et des équipes en sous-effectifs.

Dépendance économique à un unique financeur met en danger la vie démocratique et l'indépendance de la gouvernance de l'association.

Suppression de subventions à tous les étages, donc des licenciements et une fragilisation du réseau associatif en général et dans le social et l'écologie en particulier.

Ou d'un autre point de vue

Financement énorme de l'innovation éducative, mais toujours pour des structure suffisamment grosse pour faire des projets très tape à l'œil qui font si beaux dans le paysage de la startup nation, mais dont on se demande le résultat.

Les associations sont de plus en plus sollicitées alors que l'Etat soutient les riches (voir suppression de l'ISF)

En post covid ce sont à nouveaux les grosse associations / structures qui "raflent" les appels à projet de l'aide sociale et l'aide d'urgence.

Et concernant l'emploi

Abandon de la reconnaissance du Bafa/Badf et du bénévolat au profit d'un SNU et des valeurs de la République

Les contrats aidés, adultes relais et volontaires en service civique sont des recours fréquents à cette situation de précarité économique,

Il semble que cette question du travail associatif et sa déqualification permanente est très centrale pour les associations. Tant du point de vue des professionnels que des bénévoles à qui on demande toujours plus pour pallier la carence des politiques d'état.

Les pouvoirs publics n'assurent plus leurs missions auprès de la jeunesse et des populations précaires, qu'il s'agisse d'accès à la culture ou d'accueil des exilés. Les associations doivent donc prendre à leur charge toutes ces fonctions délaissées sans pour autant avoir plus de soutiens, notamment financiers.

Effondrement du soutien au monde associatif tant du point de vue du soutien financier aux associations qu'aux restructurations des services Jeunesse et des Sports

4/ Un sentiment de méfiance envers le monde associatif, des associations en danger. C'est ce qui ressort nettement de vos contributions. Et cela autant du fait d'une déconsidération du travail associatif, une minorisation, une invisibilité que des financements.

Ce qui a des effets sur notre raison d'agir

Le gouvernement il n'a apporté aucune réforme pour que les associations soient reconnues pour ce qu'elles sont, une expression démocratique qui peut aller de la proposition à la critique

Ce gouvernement ne porte aucune attention au monde associatif. Surtout concernant les petites associations de quartier qui pourtant font un énorme travail de terrain. Paupérisation, précarisation, marchandisation avec la quasi-disparition de la préservation des biens

Le gouvernement nie le rôle politique des associations et développe une communication basée sur l'action directe, l'engagement individuel... Derrière on voit comment l'appel à la philanthrope y participe directement.

Le rattachement au Ministère de l'Éducation Nationale apparaît bien de ce point de vue comme une négation immense, alors que ça aurait pu être une force.

Le monde associatif est tellement peu ou tellement mal "dans les radars" : se souvenir que la vie associative avait été purement et simplement oublié au début du quinquennat

Un abandon total des associations d'éducation populaire depuis le rattachement de la jeunesse à l'éducation nationale
Mélanger l'éducation populaire et la vie associative dans l'éducation nationale renforce à nouveau cette méfiance envers le monde associatif.

Ce gouvernement a pris la main et ne considère plus le secteur associatif comme une réponse aux questions de la société.

Dissolution de l'éducation populaire et de la vie associative des mouvements de jeunesse : dilués dans le grand ministère de l'éducation nationale

Cela se traduit dans l'absence de vision pour la vie associative, et l'ineptie du « plan ambitieux » qui a été proposé au cours de ce quinquennat.

Hypocrisie du grand plan de pour le monde associatif

le projet du quinquennat en matière de vie associative c'était le néant, le bilan c'est de la casse.

Une volonté de se concentrer sur les grosses associations au détriment des petites.

Le plan Attal pour la vie associative incite à cette politique.

Ce qui a des effets sur notre raison d'agir

5/ Et in fine c'est l'ensemble de notre capacité à agir qui est mise en cause.

Le plan de suppression des emplois aidés est encore bien présent dans vos réflexions. Cette disparition de l'aide à l'emploi affecte lourdement les associations dans leur capacité à agir. Vous notez le temps qu'il aura fallu pour s'y adapter (2-3 ans), la transformation même du travail des associations, et les conséquences que cela a eu, y compris pour les bénévoles.

Recul dans le soutien à la vie associative, avec la transformation des contrats aidés en PEC et la disparition de nombreux contrats aidés moins 37 % en 2019

Une fin des contrats aidés qui a conduit nombre d'associations à embaucher des services civiques à 500€ par mois

Été 2017 le "plus grand plan de licenciement de l'histoire de France"

Faiblesse de l'engagement bénévole, souvent repoussé par la complexité de l'environnement social de l'animation et par les logiques administratives et comptables qui occupent les réunions de conseil d'administration

Une mise en cause du sens même de notre travail

Toutes les mesures du gouvernement SNU, CER... mettent une nouvelle couche contre nos pratiques d'éducation populaire.

On assiste de plus en plus à une volonté de reprendre en main ces espaces d'éducation populaire. Les élus ont du mal avec cette idée d'espaces indépendants.

Paupérisation, précarisation, marchandisation avec la quasi-disparition de la préservation des biens communs, dont la privatisation rampante des services publics

Associations du social, les emplois aidés sont destinés à la prise en charge de personnes et catégories en situation de précarité... nous obligeant à reproduire et perpétuer cette précarité.

L'engagement est prôné comme une valeur pour remettre sur l'individu la fonction de compenser les failles systémiques qui se sont approfondies depuis 5 ans. Par conséquent reposent sur les individus engagés dans le monde associatif une charge de plus en plus grande et une dissonance de plus en plus difficile à assumer : nous n'avons pas les moyens de nos missions.

Dans chaque secteur de l'action associative.

Droit des migrants, mauvaise volonté des services préfectoraux, inacceptable, qui complique notre survie, et la situation des familles.

Les intermittents ont connu de grosses difficultés.

Sport, ce gouvernement n'est pas à la hauteur de l'enjeu sportif en France... Associations sportives non soutenues; sport scolaire méprisé alors qu'on se prépare à accueillir les JO où il est souhaité de gagner des " médailles" ... diminution du budget pour les sports en France!! A commencer par le budget du ministère des sports

Le thème de la Jeunesse a été réduit à 2 projets gouvernementaux : le Service National Universel et au Contrat Engagement Jeune... Quelle place pour les associations d'éducation populaire dans ces dispositifs ?

Nombre de ressourceries ont dû fermer ou diminuer fortement leurs activités alors qu'elles permettent aux plus modestes de s'équiper à petits prix et à des salariés très éloignés de l'emploi de retrouver une activité.

Le secteur des services à la personne, l'action sociale, sont particulièrement touchés par la marchandisation voulue par le gouvernement.

Disparition de la cohésion sociale dans un fourre-tout emploi et solidarité

Associations de défense des consommateurs, parents pauvres. Pas de ministère ni même de secrétariat d'Etat à la conso, diminution constante, année après année des crédits d'ETAT

Écologie : rien en dehors de bonnes intentions des discours et annonces non suivi d'acte

Environnement, beaucoup de discours et de coup de menton, mais les actes n'ont pas suivi (objectifs climatiques, réduction des pesticides, ...)

Migrants, les assos se feraient même inculper de délit de solidarité

Pauvreté : Les associations ne peuvent pas se substituer à l'État qui ne se préoccupe pas réellement de la précarité.

Et plus profondément un sentiment de restriction des libertés d'association, celles d'agir, de travailler à l'émancipation, à faire émerger un projet de société. Faire de l'Éducation populaire.

Sentiment de représenter un "frein" aux libertés et visées politiques

Tuer le lien social, tuer la pensée, installer la peur, finaliser les plans des plus fortunés...

Recul des droits à manifester, à une aggravation de la répression

Faute d'attention au bien commun

Autoritarisme, goût du secret, mépris profond des revendications citoyennes

Destruction des services publics, (santé, éducation, social..) et à très court terme la fin de la culture au profit d'une "culture d'état" porteuse d'une idéologie marchande, nauséabonde...

Des libertés et de la démocratie

Démolition des institutions démocratiques

Convention citoyenne sur le climat, dont les conclusions sont pour l'essentiel jetées au panier...)

Maintien de la loi NOTRE qui tue la vie démocratique locale

Grande concertation Gilets Jaune : regard que l'on porte sur le monde associatif au pays de la "start up nation"

Ses lois sécurité rendent jaloux Salvini.

La loi d'urgence sanitaire, n'est que politique et liberticide; rien ne justifie le passe sanitaire pour faire du sport, se cultiver, se réunir en public...

Nous allons vers un régime très autoritaire. Nous l'avons vu pour les Gilets Jaunes, pour les restrictions toujours plus drastiques face au virus, des attaques à la liberté pour un pb sanitaire!

Expression militante dans les médias davantage entravée, voire interdite,

Et notamment la loi séparatisme qui apparaît comme un grave recul des libertés associatives.

La loi séparatisme, le contrat d'engagement républicain et les dissolutions arbitraires tentent de faire rentrer les assos dans un cadre

Contrôle accru sur les associations, criminalisation des actions revendicatives (pression des forces de l'ordre pour dissuader les militant(e)s),

répressions sur les quartiers populaires sont de plus en plus fortes, avec la menace de disqualification de leurs habitants en leur plaquant l'étiquette "d'islamistes"

Un esprit de défiance à l'égard des associations, une volonté de contrôler, de mettre en garde et surtout de décider qui est « une bonne association » et qui ne l'est pas.

Et en conclusion

Des associations historiques en danger (MJC, Plannings familiaux, Francas...) des associations environnementales qui ont perdu tout contre-pouvoir, toute écoute des pouvoirs publics

Lecture commentée des réponses aux questions 3 et 4 de l'enquête

Des fiches-contributions (quelles évolutions souhaiter pour le monde associatif ?)

Introduction (mise en garde méthodologique)

Ce n'est qu'une lecture parmi beaucoup d'autres possibles évidemment.

En lisant l'intégralité des fiches, j'ai noté les idées qui se dégagent et je les ai rassemblées autour de 5 lignes de force :

1/ je vais commencer par parler du nerf de la guerre, l'argent, mais je ne vais pas parler que de ça...

Sans surprise, il est, en effet, beaucoup question, dans les réponses, du financement du monde associatif mais il est aussi question d'un enjeu plus général: le financement de la démocratie.

On le voit bien... On le voit hélas de plus en plus, la démocratie n'est pas facile d'entretien et cet entretien demande du temps donc de l'argent et globalement cette question de voir comment, avec quels moyens la démocratie peut vivre est très présente dans les réponses.

Justement, l'une des réponses fortes qui revient c'est la question du revenu minimum / universel inconditionnel / de base / d'existence... je n'ouvre pas là le débat sur son appellation et sa définition exacte mais vous voyez l'idée.

D'ailleurs cette idée est parfois déclinée de façon assez intéressante, par exemple autour d'une réflexion sur ce que pourrait être des «indemnité élective» pour financer le temps de responsables élus dans différentes instances.

Autre idée-force, le **financement de la vie associative**

Il n'est pas tellement question de l'augmenter même si il en est aussi question...

Il est surtout **question de la sécuriser**

Une fiche parle de «sérénité», deux autres utilisent une expression que j'ai bien aimée: «socle de sérénité»

Comment peut se décliner cette sécurisation, là encore plusieurs idées sont avancées, notamment:

-par la pluri-annualité des financements bien sûr

-par les manières de réaffirmer préférentiellement les subventions versus les appels à projets et multiples formes de commandes publiques

Comment tout cela se traduirait?

-par des emplois pérennes, moins précaires en tout cas puisque la fragilisation du travail associatif est également pointé à plusieurs endroits.

Au fond la question est celle de voir comment faire rimer l'aspiration à une autonomie dans la conduite de projets associatifs avec autonomie financière

Et cela pose toute une série de questions importantes, notamment de relation financeurs-financés, on va y venir tout de suite.

Mais avant ça j'aimerais insister sur le fait qu'on le voit il y a ici un nœud

Mais pour avancer dans le dénouement de ce nœud on peut peut-être poser la question: quels contreparties à la sécurisation du financement du monde associatif car d'évidence financement public = garde-fous dans son utilisation.

Autrement dit, dans quelle mesure le financement implique-t-il un contrôle et surtout quel contrôle?

2/ mais je l'avais dit je ne vais pas parler que d'argent car il est finalement aussi beaucoup question de la manière dont il est attribué...

Autrement dit l'enjeu qui apparaît, me semble-t-il c'est comment se doter des moyens pour une action publique de qualité et une action publique où l'action associative aurait toute sa place!

Qui dit action publique dit moyen d'administrer la chose publique, l'action publique et donc ça pose la question de quelle administration pour quelle action au service du public

Ça renvoie à l'article de JC Boual sur les conséquences pour les associations des réformes de l'administration dans le livre collectif quel monde associatif demain?

Et sur ces enjeux, on a là une mesure, plus que symbolique, qui revient à plusieurs reprises: un ministère dédié...

Même si (et là encore et on pourrait creuser car ça montre des approches un peu différentes de la question) l'appellation et le périmètre d'action de ce ministère est rarement le même, certains parlent de Ministère de la

vie associative et de l'éducation populaire, d'autres de la vie associative, de la jeunesse et du sport, d'autres encore de la vie associative et de l'ESS, etc.

3/ et quelle finalité derrière tout ça? Parmi les finalités possibles on peut déjà en pointer une: socio-diversité

On peut faire le parallèle avec la biodiversité dont on a besoin dans le champ du vivant. À son instar, dans le champ social, nous avons certainement besoin de socio-diversité c'est-à-dire de permettre la pluralité des approches et leurs traductions dans des formes associatives hétérogènes.

Ce point est particulièrement important car il est «à rebours» de l'évolution actuelle du monde associatif qui, comme le montre les travaux de Tchernonog, est caractérisée par une bipolarisation croissante!... c'est à dire de plus en plus de toutes petites associations, de plus en plus de grandes associations et la disparition progressivement dans ce tissu des associations intermédiaires ou moyennes.

4/ Bref des moyens d'une vie associative renforcée, riche, étayée, consolidée mais au service de quels objectifs politiques?

Plusieurs domaines d'actions et d'objectifs politiques ressortent mais nous avons à lister les quatre qui sont le plus cités :

1-L'écologie et les enjeux autour du changement climatique, de la biodiversité et du vivant.

2-La culture mais vue avant tout comme vecteur d'émancipation (NB en proportion beaucoup d'acteurs culturels ont répondu à notre enquête)

[ce qui renvoie pour moi à une magnifique citation de cette Jacques Ralite lue cette semaine:

"On nous répond, c'est la crise. La crise ne rend pas la culture moins nécessaire, elle la rend au contraire plus indispensable. La culture n'est pas un luxe, dont en période de disette il faudrait se débarrasser, la culture c'est l'avenir, le redressement, l'instrument de l'émancipation. C'est aussi le meilleur antidote à tous les racismes, antisémitismes, communautarismes et autres pensées régressives sur l'homme.

Mais la politique actuelle est marquée par l'idée de « donner au capital humain un traitement économique ». Il y a une exacerbation d'une allégeance dévorante à l'argent. Elle chiffre obsessionnellement, compte autoritairement, alors que les artistes et écrivains déchiffrent et content. Ne tolérons plus que l'esprit des affaires l'emporte sur les affaires de l'esprit."

3-L'attention au plus vulnérable, le «care», la solidarité, le champ de l'action sociale.

4-La question des migrations (mais souvent prises à «la base», à la racine c'est-à-dire posant des enjeux sur la solidarité internationale)

5/ pour finir, comme dirait nos amis de la coordination nationale « Pas Sans Nous »... cela ne pourra se faire sans nous, c'est-à-dire sans

Un cadre institutionnel rénové voire entièrement nouveau (cf. plusieurs fiches mentionnent la nécessité d'une 6ème République)

Qui permette véritablement la participation de tous et ne confisque pas le pouvoir d'agir.

Et un cadre fiscal également renouvelé

EN CONCLUSION

Plusieurs fiches insistent sur la toile de fond de tous ces enjeux: le **rétablissement des libertés associatives** (cf. les travaux de L.A Coalition Libertés Associatives et de l'Observatoire des Libertés Associatives) et le fait de renouer une confiance paradoxalement mis à mal par la loi « confortant le respect des principes de la République ». Et enfin il s'agit de crédibiliser les propositions par approfondissement d'une réflexivité sur nos pratiques qui peut passer par une autocritique et analyse lucide de nos marges de progrès dans certains usages et habitudes.

Par exemple:

-nous qui revendiquons la démocratie, décidons nous vraiment nous-même démocratiquement ?

-comment parvient-on à faire une place aux personnes destinataires de nos actions ?